

BUREAUX. RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Croix; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et C^o place de la Bourse; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT : A. WERVOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 12 fr
Six mois. 23
Un an. 44

ANNONCES : 25 centimes la ligne
RÉCLAMES : 20 centimes la ligne

ROUBAIX, 2 MAI 1872

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Bond/Share symbols and their corresponding prices.

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne à Paris, continue d'envoyer au ministère de l'intérieur les nouvelles les plus rassurantes sur la situation du gouvernement d'Amédée; malheureusement, ces renseignements ne concordent guère avec les informations que nous apportent les correspondances particulières de la Péninsule.

Le Parlement anglais ne laisse passer aucune séance sans s'occuper de ses rapports avec la Chancellerie américaine. Dans la soirée du 30 avril, M. Gladstone a annoncé que le général Schenck, ministre des Etats-Unis en Angleterre, a informé lord Granville, que la réponse de l'Amérique était arrivée le 29, mais sans faire savoir quand il la remettrait au gouvernement anglais.

L'impôt sur les matières premières.

La commission du budget a tenu, samedi dernier, une séance fort importante.

Le ministre des finances a été entendu : il a prononcé un long discours qui peut se résumer ainsi :

« Le gouvernement est fermement résolu à demander aux matières premières les recettes qui lui sont nécessaires. Il ressort, en effet, de l'examen du budget de 1873, qui vous sera distribué dans quelques jours, — les divers ministères m'ayant remis hier seulement les derniers documents, — que les nécessités de 1872 se retrouvent et s'aggravent à l'exercice 1873; d'autre part, la commission, tout en repoussant l'impôt proposé par le gouvernement, ne présente qu'un seul projet, celui de M. Dessoigny, sur les transactions commerciales, qui puisse suffire aux nécessités budgétaires. Or, ce projet aurait les plus graves conséquences, jet le gouvernement est bien résolu à en combattre de toutes ses forces l'adoption. »

« Les matières premières sont donc le seul revenu qui nous reste. Mais voyez sur ce point quelle est exactement la situation. Nous avons commencé par vous demander sur ce seul chapitre une somme de 180 millions, que nous avons réduit à 110 millions; aujourd'hui, ce n'est plus que 50 millions que nous réclamons. »

« Ces réductions successives ont pu être obtenues, grâce aux impôts nouveaux proposés par la commission dans les derniers jours, et enfin à cause des 30 millions d'économie votés par la Chambre. »

« C'est donc plus que 50 millions que nous demandons. N'est-il pas évident que la modicité relative de cette somme, comparée à celle que nous avions cru tout d'abord pouvoir exiger, est le plus sûr garant que l'impôt rentrera facilement. »

Cette affirmation de M. de Goulard a été vivement combattue par plusieurs membres de la commission; on a demandé au ministre si le gouvernement entendait faire peser l'impôt sur toutes les matières premières, ou bien seulement sur celles qui ne sont l'objet d'aucune convention spéciale avec des nations étrangères.

Le ministre a répondu que, pour le présent, le gouvernement ne s'adresse-

rait qu'aux matières qui ne sont pas l'objet de conventions.

Un membre de la commission est entré en sujet dans les développements spéciaux, et a prouvé que les paroles du ministre admises, l'impôt sur les matières premières, dont le gouvernement attendait d'abord 180, puis 110, puis enfin 50 millions, donnera en réalité 6 millions 500 mille francs. Ce calcul, a ajouté l'honorable représentant, repose sur des données certaines, irréfutables; ainsi, c'est pour un misérable rendement de 6,500,000 fr. que le gouvernement persiste dans un projet qui trouble la Chambre, inquiète le commerce, et sera pour l'avenir, comme il a été pour le passé, un sujet de perturbations et de crises.

M. de Goulard n'a pas voulu, pour le moment, discuter la question de chiffres; il a préféré se tenir sur le terrain des principes et il a continué à défendre l'impôt critiqué. Incidemment, toutefois, M. de Goulard a reconnu que la commission des tarifs avait à tout calculer, à tout préciser, à tout prévoir relativement aux matières premières, que c'était là sa tâche; de la sorte, on aura un champ de discussion limité et certain.

Cette déclaration a été aussitôt enregistrée avec soin par la commission du budget.

Le Commerce, de Bruxelles, donne les chiffres suivants comme devant très-probablement servir de base au futur traité de commerce entre la France et la Belgique :

Les fils de lin payeraient :
48 francs au lieu de 36, pour les fils écrits simples de 24 à 36,000 mètres;
80 francs au lieu de 60 pour les fils de 36 à 72,000 mètres;
133 francs au lieu de 100 pour les fils de plus de 72,000 mètres;
Le tout par 100 kilogrammes.

Une augmentation proportionnelle frapperait les fils simples, blanchis ou teints, et les fils retors écrits, blanchis ou teints.

Pour les tissus de lin, on établirait les droits d'après le nombre de fils que présentent les toiles en trame et en chaîne.

Le droit sur les tissus de laine mélangée de coton serait porté à 18 p. c.; il était de 10 p. c. dans l'ancien tarif.

L'entrée en France du lin brut serait dorénavant frappée d'un droit sans réciprocité pour les produits de même espèce récoltés en France.

En outre d's augmentations de tarif que nous venons d'indiquer, les fils et tissus seraient soumis à un droit d'entrée plus élevé que ceux qui existent encore aujourd'hui.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 1^{er} mai 1872.

L'attention est de plus en plus fixée sur les affaires d'Espagne. Les dépêches envoyées aux journaux par M. Plozaya ne trouvent aucun crédit. Le soulèvement contre l'usurpateur étranger devient général. Les dernières nouvelles qui ont pu franchir la frontière signalent de nombreuses désertions dans les troupes d'Amédée. Serrano serait affaibli et décontenancé par l'attitude de son armée et des populations. Les bandes nationales ne tarderont peut-être pas à prendre l'offensive.

Les sympathies des ennemis de la France, Italiens, Allemands, Anglais, pour le fils de Victor Emmanuel ne ralentissent pas le zèle des faux libéraux et démocrates en faveur du trône d'Amédée. Le triomphe de Charles VII assurerait à notre pays une alliance qui, dans l'état actuel de l'Europe, ne serait pas à dédaigner; mais nos libéraux et démocrates, qui ont fait l'unité italienne et l'unité allemande, veulent les conserver et ne cessent de pratiquer la politique qui, il ne faut pas se lasser de le répéter, sacrifie partout et toujours les intérêts de la France aux intérêts, de la révolution.

L'Assemblée a commencé la discussion de l'art. 3, du projet de loi sur le conseil d'Etat. Cet article constitue la partie essentielle du projet, puisque c'est lui qui investit l'Assemblée du soin d'élire les conseillers d'Etat, en enlevant au gouvernement cette prérogative dont il avait joui sous le précédent régime. C'est sur cet article 3 que la bataille va devenir décisive. Tant que ce résultat n'est pas acquis à la commission, on ne saurait précéder l'avenir de son projet; toutefois, il faut reconnaître que la majorité et la commission semblent le soutenir avec une grande discipline et beaucoup de bonheur.

Ainsi, le premier orateur qui a critiqué le projet est M. Berthaud, esprit

original, plein de saillies et par conséquent, très agréable à entendre. Il a assez souvent. Pour utiliser l'influence de cet orateur et paralyser son mauvais vouloir, la commission a eu l'heureuse pensée de faire un triage parmi ses critiques et de se rendre à celles qui avaient pour elles un fond de vérité. Ainsi, l'honorable M. Berthaud exprimait sa surprise que le projet, en autorisant l'Assemblée à élire les conseillers d'Etat, ne lui eût pas interdit de les prendre dans son sein. La commission s'est empressée d'accéder à cette proposition, et la majorité lui en a su gré. Outre ce qu'il y avait d'étrange à voir une Chambre s'appeler elle-même aux fonctions publiques, il est certain que le choix des candidats eût été la source des plus périlleuses compétitions. M. Berthaud, privé, par cette manœuvre habile, de la thèse sur laquelle il comptait le plus exercer sa verve, n'a plus formulé que des critiques vagues sur l'ensemble du projet, critiques qui ont paru produire peu d'effet sur l'Assemblée.

Ainsi a été voté l'art. 1^{er}. L'art. 2 qu'on a discuté ensuite enlève aux ministres la présidence des diverses sections du conseil d'Etat afférentes à leur département, mais maintient à ces mêmes ministres le droit de siéger dans ces sections, et même de voter. Ici, la commission avait à éviter un autre genre de péril, celui des partisans excessifs de l'initiative parlementaire qui ne voulaient pas même laisser aux ministres cette fiche de consolation. M. Landot faisait observer que lorsqu'un ministre se rendait au sein du conseil d'Etat, c'était pour y recevoir des lumières, et qu'il était peu naturel, qu'au lieu de se laisser conseiller, il imposât lui-même son conseil à un votant dans la délibération.

M. Balbie, rapporteur de la commission, (qui a porté tout le poids des débats avec beaucoup d'habileté), a fait observer que la voix seule du ministre opposée aux 5 voix des conseillers d'Etat, ne pourrait pas être prépondérante, et qu'en obtenant certaines concessions sur la rédaction des projets de lois, elle pourrait éviter bien des tiraillements entre le gouvernement et l'Assemblée, quand ces projets de loi aborderaient les discussions publiques de la Chambre.

M. Gambetta a saisi cette occasion pour venir faire une nouvelle genuflexion devant le pouvoir. Il a demandé la parole pour dire que les mêmes conseillers d'Etat qui discuteraient devant l'Assemblée avec le plus grand dévouement aux intérêts du pouvoir, seraient, au contraire, très indépendants à l'encontre des ministres, quand ils auraient à discuter avec eux, loin des excitations de la séance publique et dans la libre délibération d'une section. Pour sentir cette différence, ajoutait l'ex-dictateur, il suffit d'avoir un peu la pratique des traditions administratives. On a beaucoup ri de la pratique administrative de Rabagas. On a surtout ri du feu qu'il a déployé pour soutenir sa singulière thèse, en faveur de laquelle il a dépensé autant de bile et de poumons que s'il avait parlé du haut d'une borne.

On n'en a pas moins donné gain de cause à M. Balbie, pour les motifs de M. Balbie et non pour ceux de Rabagas. Décidément la gauche va nous donner une seconde édition de la tactique qu'elle observa pendant la discussion de la loi sur les conseils généraux. On ne dira pas que ces gens là n'ont pas de principes. Ils les ont tout exprès pour en faire le sacrifice à leurs intérêts.

On dit que l'ex-empereur veut aller passer la belle saison à Wiesbaden et ne paraît pas comprendre l'inconvenance d'un pareil séjour dans le pays où il a été prisonnier, après le désastre de Sedan, dû à la honteuse incapacité de l'homme à qui la France a eu la folie de confier ses intérêts.

P. S. — L'infant Don Juan, le père du duc de Madrid, en faveur duquel il a renoncé à ses droits, le 3 octobre 1866, a quitté, hier, Boulogne-sur-Mer pour se rendre en Angleterre. Le général Cialdini ne quitte pas Amédée, afin de le conseiller et de le protéger, s'il est obligé de quitter l'Espagne.

DE SAINT-CHÉRON.

Nouvelles d'Espagne.

Il est évident que, dans la situation critique où il se trouve placé, le gouvernement espagnol entend exercer le monopole des nouvelles et ne veut à aucun prix être gêné par d'importantes communications. C'est dans ce but qu'il a opéré,

le 26, une véritable razzia de journaux à Madrid. D'un seul coup, de fil en l'air, la Tertulia, et Eco, la Novetades et un supplément extraordinaire de la Correspondencia.

Pendant qu'il bâillonne ainsi la presse, il lance dans la circulation une prodigieuse quantité de dépêches qui, malgré le cachet mensonger dont elles portent l'empreinte, égayent l'opinion en la trompant. Ainsi, par exemple, un de ces télégrammes éhontés annonçait une grande victoire remportée sous les murs de Tudela par la vaillante épée de Serrano. 300 carlistes seraient restés sur le terrain.

Le piège était grossier, et la plupart des journaux s'y sont laissés prendre. C'est ce que l'on a compris à Madrid. Aussi, ce matin, l'Agence Havas ne manque-t-elle pas, dans une dépêche dont les termes sont calculés, de déclarer la nouvelle tout à fait inexacte.

Tous les efforts des officieux de Madrid tendent aujourd'hui à démontrer que Charles VII n'a pas encore mis le pied sur le sol espagnol, et à laisser croire qu'il ne l'y mettra pas. Nous serons bientôt en mesure de déjouer cette perfide tactique.

Les débats qui ont eu lieu hier, à la Chambre des communes d'Angleterre, nous offrent un nouveau démenti aux assurances ultraoptimistes des dépêches madrilènes. Contrairement à tout ce qui a été dit, une insurrection a éclaté à Bilbao. Quelle en a été la portée? Lord Enfield ne l'a pas dit, mais dans tous les cas elle a été assez grave pour que le gouvernement britannique ait cru devoir prendre toutes ses mesures pour protéger ses nationaux.

Voici encore une protestation contre les mensonges officiels. C'est le correspondant de la Gironde qui la fait. On écrit à ce journal :

Saint-Sébastien, 29 avril.

Quelques journaux de Madrid persistent à donner d'une façon assez maladroite des nouvelles rassurantes de l'insurrection. Les carlistes, disent-ils, sont partout découragés et abandonnent leurs armes. Puis, un peu plus loin, on lit dans ces mêmes feuilles des dispositions militaires qui montrent aux plus aveugles, sinon le but, du moins l'inexactitude de ces renseignements.

Dans l'état actuel du mouvement, on peut signaler des réquisitions, parler de l'entrée d'une bande dans un village ou apprendre sa défaite, sans que l'insurrection ait à s'en réjouir ou se décourager. Le nombre des groupes armés et isolés est si considérable qu'il faut attendre encore le mouvement de concentration pour assister à un choc sérieux. C'est donc Bilbao et Pampelune qui doivent fixer l'attention, puisque c'est sur ces deux points qu'ont été réunies les premières forces de l'insurrection.

L'interruption des communications avec ces deux villes semble déjà donner raison à cette opinion.

Les moyens ordinaires dont dispose le gouvernement ne sont plus suffisants pour réprimer la rébellion; on affirme qu'il aurait accordé l'autorisation de former 20 bataillons de corps-francs, et Juan Serra, chef de l'ordre public à Madrid, se disposait à créer un bataillon de francs-tireurs.

On parle aussi beaucoup à Madrid d'un point noir découvert à la direction de la dette publique; il serait question de divers coupons qui auraient disparu.

Pour couronner la situation, on assure qu'aux portes mêmes de la capitale, s'est formée une bande d'insurgés qui a pris la direction de Velleca. Le gouverneur de la province, à la tête des gardes civiles, est à leur poursuite.

29 avril, soir.

Un de nos amis, qui arrive à l'instant de Bilbao, nous donne sur cette contrée les renseignements suivants. Les carlistes ont arrêté la diligence de Durango, et après s'être assurés si les voyageurs étaient porteurs de correspondances, ont laissé la voiture continuer sa route. Cette colonne, qu'on dit composée de 2,000 insurgés, marchait sur Bilbao, qui dans ce moment se trouve sans défense, car la garnison a dû prendre la direction de Balmaseda, afin d'observer un groupe carliste qu'on évalue à 3,000 hommes.

Vingt-six soldats et quelques sous-officiers avaient déjà fait défection; on craint que d'autres suivent leur exemple. Les réquisitions faites par les rebelles sont payées en billets de banque (carlistes) remarquables seulement par le travail d'exécution. Nous tenons ce détail d'une personne qui nous a affirmé les avoir vus.

On attendait à Bilbao l'arrivée de deux navires de guerre français et un navire anglais afin de protéger les nationaux.

Les nouvelles de Valladolid et du Guipuzcoa, que la Correspondencia présente comme favorables, sont contredites par nos informations. Nous voyons, au contraire, se former sur tous les points de nouvelles bandes qui, faibles d'abord, se concentrent et présentent bientôt des bandes avec lesquelles il faut compter, comme en Navarre et dans les environs de Vergara.

S'il est encore difficile de se reconnaître au milieu de cette confusion de groupes et

més, il semble cependant qu'un certain plan se dessine et que Bilbao, s'il n'est pas momentanément bloqué, sera en mesure de résister à toute opération.

Si nous jugeons l'importance de l'insurrection par le nombre d'états-major du maréchal Serrano, nous croirions qu'il est question d'entreprendre une véritable campagne. Voici, jusqu'à présent, les généraux désignés pour escorter le commandant en chef : Iñigo, S. Sarabia, Primo de Rivera, Lopez Dominguez y Negron, marquis Alameda, Palanco, Queipo et Zabala Juan, les capitaines Chacon, le brigadier Sagasta, plus six officiers supérieurs.

Les journaux ministériels disent que le maréchal aura seulement 6,000 hommes. Je vous disais dans ma dernière lettre que les forces concentrées dans les provinces basques seraient au moins de 20,000 hommes; mon renseignement était exact, puisque les troupes que l'insurrection tient en échec forment déjà un effectif de 12 bataillons, dont 6 de chasseurs (troupe d'élite) et 6 de ligne, auxquels il faut ajouter les nombreuses compagnies de miquelets, les donaniers mobilisés et les corps de volontaires dits de la Liberté.

Nous n'avons pas encore reçu le premier numéro de la Gazette carliste constatant les progrès rapides des volontaires de Charles VII. Au milieu des marches et contre-marches des premiers jours, on n'improvise pas une imprimerie. — Bientôt nous recevrons le journal officiel de Don Carlos, et l'Europe pourra comparer ses dépêches vraies avec les fausses dépêches des ministres du prince italien.

Nos nouvelles particulières sont bonnes et nos espérances sont grandes, car elles s'appuient sur des événements très prochains et très graves, que le fils de Victor-Emmanuel pressent, mais ne connaît pas, et qui ont décidé :

1^o L'envoi du maréchal Serrano dans la Navarre.

2^o La déclaration officielle de l'état de siège en Catalogne et à Valence.

Nous donnons un démenti formel aux prétendus victoires des troupes du duc de Savoie. Le mouvement carliste a éclaté le 21 avril, dans la soirée. Or, que sont dix jours pour organiser des paysans courageux, dévoués, enthousiastes, mais étrangers à la vie et à la science militaire?

Rien, rien. La guerre qui commence ne durera pas sept ans, comme la dernière, mais elle peut bien durer sept semaines.

Pour le moment, les volontaires s'organisent par bataillons, se familiarisent avec les armes à tir rapide, créent leur cavalerie et leurs batteries d'artillerie ou de mitrailleuses, partagent le territoire en zones stratégiques et... ils évitent tout engagement avec les troupes. Que feraient-ils de leurs blessés? Où conserveraient-ils leurs prisonniers? Puis, il faudrait plus que de la naïveté pour accepter des combats en règle. — La France aurait-elle envoyé ses mobilisés, ou même ses mobiles, en huit jours contre les colonnes prussiennes?

La tactique traditionnelle, inévitable des premières guérillas est de se séparer par groupes, à droite et à gauche des colonnes d'attaque, pour se reformer sur leurs derrières et leur faire, sans coup férir, un grand nombre de prisonniers.

En attendant la Gazette carliste ou de l'indépendance espagnole, copions la Gazette de Madrid ou de l'influence prusso-italienne. On remarquera qu'elle ne parle des bandes de 800 et même 1,400 hommes que lorsqu'elle les suppose avoir été battues et dispersées. Et d'abord le sommeil du fils de Victor-Emmanuel a été assez troublé, l'autre nuit, pour faire partir le gouverneur, le signor Alvareda, avec quelques troupes, contre une prétendue bande qui serait venue sur les hauteurs de San Isidro, à un kilomètre de son propre palais.

A son réveil, le 28 avril, cinq trains, dont un de mitrailleuses, partaient de Madrid pour la Navarre. Pourtant, on répète et répètera que les bandes sont insignifiantes...

Les bandes sont insignifiantes. Enregistrons, par ordre alphabétique des provinces, les aveux de la Gazette officielle de Madrid :

Aragón. — Alaga. — Narcisco Alegre, à la tête de sabande, est rentré dans cette ville, puis s'est dirigé sur Julve, emportant les 8,500 rx de la caisse de l'administration Calamocha. La faction est poursuivie par le colonel Benegasi et le capitaine Gaya, qui espère la détruire promptement.

La faction de 800 hommes, commandée par Peralta, se dirige sur Sos-Calle, commandée par Rodrigo, qui va vers le Bas-Aragón.